



# 43<sup>E</sup> ÉLECTION GÉNÉRALE DU CANADA :

## ANALYSE D'ENSIGHT

OCTOBRE 2019

# Analyse de l'élection

## TABLE DES MATIÈRES

1. Vue d'ensemble (page 2)
2. Vous pouvez être fier Yves-François Blanchet - Comment le Bloc Québécois a changé le paysage politique au Canada : **Don Newman** (page 3)
3. 43e Élection du Canada - En chiffres (page 5)
4. M. Scheer avait peut-être raison sur un point : l'avenir d'un partenariat entre les libéraux et les néo-démocrates : **Shane Mackenzie** (page 7)
5. Un aperçu de la situation des femmes et des hommes dans le cadre de la 43e législature du Canada : **Kait LaForce** (page 9)
6. Capsule sur les gouvernements minoritaires (page 11)
7. Apprendre quels leviers actionner dans un gouvernement minoritaire : **Matt Triemstra** (page 14)
8. Quels sont les répercussions d'un gouvernement minoritaire pour #CdnPoli? (Vidéo) : **Dennis Matthews, Katie Heelis, Jamey Heath** (page 16)

## OVERVIEW

Le 21 octobre 2019, les Canadiens ont élu un gouvernement libéral minoritaire dirigé par Justin Trudeau, avec 157 sièges. Avec 121 sièges, les conservateurs d'Andrew Scheer formeront l'opposition officielle, tandis que les 24 sièges du NPD de Jagmeet-Singh et les 32 sièges du Bloc québécois d'Yves-François Blanchet occuperont le reste du pouvoir. Il reste donc 3 députés verts et 1 député indépendant (Jody Wilson-Raybould) à la Chambre des communes.

Les gouvernements minoritaires ne sortent certainement pas de l'ordinaire au Canada, mais il faudra du temps aux partis et aux Canadiens pour se rappeler qu'il faut encore gouverner différemment. Voici l'analyse d'EnSight au sujet de ce qui s'est passé pendant la campagne électorale, y compris des commentaires sur la montée du Bloc québécois, un regard plus approfondi sur les chiffres du jour de l'élection et les résultats de chaque parti et ce à quoi ressemble ce nouveau gouvernement pour les femmes. Il comprend également un guide d'introduction aux gouvernements minoritaires, les leviers disponibles et nos réflexions sur la stabilité d'un partenariat progressiste entre les libéraux et les néodémocrates.

## **Vous pouvez être fier Yves-François Blanchet - Comment le Bloc Québécois a changé le paysage politique au Canada : Don Newman**



Vous pouvez être fier Yves-François Blanchet. Il y a deux jours, vous avez changé le paysage politique au Canada en changeant le paysage politique au Québec.

Vous avez presque à vous seul ranimé le Bloc québécois, le faisant passer de dix à trente-deux sièges, ce qui en fait le troisième parti en importance à la Chambre des communes. Et en faisant cela, vous avez bloqué l'espoir des libéraux de M. Trudeau d'obtenir plus de sièges au Québec pour compenser les sièges qu'ils savaient qu'ils perdraient dans d'autres régions du Canada. Aujourd'hui, Justin Trudeau est toujours au pouvoir, mais il est maintenant à la tête d'un gouvernement minoritaire qui ne peut à lui seul contrôler la Chambre des communes, devant chercher au moins un parti avec lequel s'associer pour faire avancer les choses.

Le partenaire le plus probable des libéraux pour aller de l'avant est le NPD. À première vue, le NPD et son chef Jagmeet-Singh devraient être furieux contre vous, monsieur Blanchet. Premièrement, vous avez fait campagne sur la loi provinciale de votre province qui interdit le port de symboles religieux à ceux et celles qui occupent un emploi dans la fonction publique au Québec. La plupart des Canadiens des autres provinces considèrent qu'il s'agit là d'une entrave à la liberté de religion et d'une violation de la Charte des droits et libertés. Certains groupes québécois contestent la loi devant les tribunaux, mais la plupart des Québécois francophones appuient la loi et y voient un moyen légitime de maintenir leur culture. Pour M. Singh, un sikh portant un turban, ce devrait être un affront personnel particulier, bien que pour des raisons politiques et dans l'espoir d'obtenir l'appui du Québec, lui et tous les chefs de parti aient mis une sourdine à leur opposition.

Mais on ne peut passer sous silence l'impact politique de la résurgence du Bloc québécois par M. Blanchet. Lors des élections de 2011, c'est l'émergence soudaine de Jack Layton et du NPD au Québec qui, du jour au lendemain, a mené à l'oubli virtuel du Bloc. Au cours de cette campagne électorale, l'appui du Bloc s'est effondré et tout est allé au NPD. Cette année-là, le parti a remporté cinquante-neuf sièges dans la province, les propulsant dans l'atmosphère raréfiée de l'opposition officielle à la Chambre des communes.

En 2015, la situation était partiellement revenue à la normale. Les libéraux dirigés par M. Trudeau avaient remporté quarante-cinq sièges au Québec et le NPD en était réduit à quinze. Puis est arrivé ce lundi soir. En plus des trente-deux sièges du Bloc, les libéraux en avaient trente-quatre et les conservateurs dix. Et le NPD? Deux élections seulement après la « vague orange » et la percée de cinquante-neuf sièges, le NPD n'a réussi à sauver qu'un seul siège dans la province.

Vous pensez peut-être que le NPD et son chef seraient furieux contre le Bloc et M. Blanchet, mais ils ne le sont pas vraiment. Bien que le parti soit presque anéanti au Québec, terminant cette élection avec vingt sièges de moins qu'en 2015 et occupant la troisième place à la Chambre des communes par rapport au Bloc résurgent, en raison des résultats au Québec, les libéraux sont maintenant minoritaires et les 24 sièges restants du NPD sont exactement ce dont ils ont besoin pour faire adopter une loi par la Chambre et pour contrôler les comités parlementaires.

Cela signifie que, même dans sa situation réduite, le NPD aura plus d'influence à la Chambre des communes qu'à tout autre moment depuis 1973 et 1974, soit la dernière fois qu'un premier ministre libéral nommé Trudeau s'est retrouvé en situation minoritaire et a dû se tourner vers le NPD pour obtenir son appui.

Aujourd'hui, l'histoire se répète. Jagmeet Singh n'est pas exactement au volant, mais il est sur le siège avant et il a apporté sa carte routière.

La percée du Bloc québécois le 21 octobre dernier a fait craindre une résurgence du séparatisme au Québec. Ces inquiétudes sont exagérées. Pour la plupart, les Québécois se rendent compte qu'ils ont le meilleur des deux mondes : un passeport canadien et l'accès au monde en tant que Canadiens, et quelque chose qui se rapproche de la souveraineté-association chez eux. En outre, avec les exemples de Brexit et de la Catalogne en Espagne, ils ont la preuve qu'il peut être difficile de partir, surtout lorsque les gains sont marginaux ou inexistantes.

Mais la résurgence du Bloc québécois fait en sorte qu'aller de l'avant avec des gouvernements minoritaires comme celui créé par l'élection de cette semaine risque de devenir la norme plutôt que l'exception. Les implications à cet égard sont considérables et encore incertaines.

En attendant, vous pouvez être fier M. Blanchet.

## La 43<sup>e</sup> élection fédérale du Canada - En chiffres

Avec la poussière qui retombe et les résultats obtenus, les interminables cycles de nouvelles autour de l'élection fédérale commencent déjà à s'estomper. Cela dit, les chiffres et ce qu'ils signifient pour chaque parti méritent un examen plus approfondi – voici donc les chiffres les plus importants de l'élection, par parti.

### Libéral

157 – Il s'agit du nombre de sièges que les libéraux ont remportés, ils formeront donc un gouvernement minoritaire. Parmi ces députés élus, 52 sont des femmes et 40 s'identifient comme des personnes de couleur. Pour un Parti libéral qui fait la promotion de la diversité, ces chiffres sont plutôt bons. 33 % de leurs députés élus sont des femmes, comparativement à 29 % de l'ensemble des députés élus, ce qui représente une augmentation par rapport à 2015, année où 50 femmes candidates libérales n'avaient été élues qu'à 27 % des députés libéraux. Pour ce qui est de la diversité, le groupe des minorités visibles élues par les libéraux représente 12 p. 100 des 16 p. 100 de membres des minorités visibles élus à la Chambre.

### Conservateur

Les conservateurs ont obtenu une saine augmentation du nombre de sièges lors de cette élection - 26 pour être exact - mais ce n'était pas suffisant pour les porter au pouvoir. Les conservateurs ont gagné du terrain dans les Prairies et en Colombie-Britannique tout en perdant du terrain au Québec et leur percée prévue en Ontario ne s'est tout simplement pas produite. Les conservateurs n'ont obtenu que 36 sièges en Ontario, comparativement à 73 en 2011. De tous les partis fédéraux, les conservateurs ont également le plus faible équilibre entre les sexes, avec seulement 18 % de femmes parmi leurs députés élus. Fait intéressant, les conservateurs ont remporté le vote populaire à 6 150 177 voix (34,4 %), battant les libéraux d'environ 240 000 voix, tout en recevant 36 sièges en moins.

### **Nouveau Parti démocratique**

Le NPD a formé l'opposition officielle en 2011 avec 103 sièges, dont 59 en provenance du Québec. Cette élection, seulement huit ans plus tard, a vu le NPD perdre tous ses sièges au Québec, sauf un, et n'en remporter que 24 au total, soit 18 de moins que le résultat de l'élection de 2015. Ce résultat a été obtenu malgré l'augmentation que présentaient les sondages avant l'élection. Au dernier décompte, le NPD a perdu près de 600 000 votes et est passé de 19,7 % à 15,9 % du vote populaire. Au total, cinq personnes de couleur ont été élues sous la bannière du NPD, ainsi que neuf femmes, soit 33 % de leurs députés.

### **Vert**

La campagne verte, qui a battu tous les records, a connu une augmentation de 150 % du nombre de sièges remportés lors d'une élection générale et une augmentation de près de 200 % du nombre de votes populaires, portant à trois le nombre de membres du caucus vert. Ils n'en ont élu qu'une seule la dernière fois, Elizabeth May elle-même. Notamment, ils avaient remporté une élection partielle entre-temps, ce qui les a portés à deux élus avant la dissolution. Il est à noter que les Verts ont fait des vagues dans plusieurs circonscriptions du pays, principalement au Canada atlantique et en Colombie-Britannique, et qu'ils se sont classés deuxièmes dans sept circonscriptions, dont Kitchener-Centre et Guelph.

### **Bloc Québécois**

Le Bloc est de retour, gagnant 22 sièges, ce qui porte leur nombre total à 32. Le Bloc n'a pas atteint les sommets de ses élections pour la période 1993-2008, mais il a quand même obtenu suffisamment de sièges pour avoir un impact concret, en plus de faire passer sa part du vote populaire au Québec de 19,3 % à 32,5 %. Le Bloc est demeuré entièrement blanc, mais il a élu 12 députées, soit 37,5 p. 100 de son caucus.

### **Parti populaire**

Le Parti populaire n'a jamais vraiment décollé. En fin de compte, le Parti populaire a obtenu un peu moins de 300 000 voix (1,6 % à l'échelle nationale) et n'a pas obtenu un seul siège. M. Bernier lui-même a perdu son siège qu'il occupait depuis longtemps par plus de 6 000 voix contre le candidat conservateur Richard Lehoux. M. Bernier promet que son parti reviendra. Il appelle son parti le « parti politique qui connaît la croissance la plus rapide ». Cependant, avec ses candidats qui font à peine une brèche dans leur circonscription, il est difficile de voir comment ils deviennent une force sérieuse. L'autre candidate très en vue du PPC, Reneta Ford, n'a obtenu que 1 183 votes dans sa circonscription.

## **Andrew Scheer avait peut-être raison sur un point : l'avenir d'un partenariat entre les libéraux et les néo-démocrates : Shane Mackenzie**



« La coalition libérale-néo-démocrate que vous ne pouvez pas vous permettre », a averti Andrew Scheer. Cet énoncé voulait peut-être pour créer un fossé, mais il est aussi involontairement devenu un argumentaire de vente. Innovative Research a publié un sondage le 17 octobre qui a révélé que 40 % des Canadiens espéraient que leur vote se traduise par un gouvernement minoritaire. Les Canadiens disent constamment qu'ils appuient l'idée d'une plus grande coopération entre les partis.

Andrew Scheer a souligné sa victoire du « vote populaire » (34 %) à plusieurs reprises. Ce chiffre n'a finalement aucun sens dans le contexte parlementaire canadien, qui ne compte que sur la confiance de la majorité des députés de la Chambre des communes pour décider de son gouvernement. Les gouvernements, qu'ils soient minoritaires ou majoritaires, sont toujours légitimes, malgré les protestations partisans qui prétendent le contraire.

Dans ce cas-ci, 55 p. 100 de l'ensemble des Canadiens ont voté pour des partis progressistes, du moins fédéralistes, excluant ainsi le Bloc.

Ce concept de progressistes en tant que collectivité majoritaire a mis du vent dans les voiles des électeurs flottants qui croient en des approches plus néo-démocrates en matière de politiques, mais qui veulent qu'un gouvernement libéral insuffle un peu de réalité dans la mise en œuvre.

Bien que le premier ministre ait officiellement dénoncé aujourd'hui une coalition où les postes du Cabinet auraient pu être confiés à des membres du caucus néo-démocrate, les partis dirigés par M. Singh et M. Trudeau sont toujours les partenaires les plus naturels.

M. Singh, reconnaissant cela, a exposé ses conditions ou priorités pour les négociations avec un futur gouvernement pendant la campagne :

- Un régime universel d'assurance-médicaments national à payeur unique et un régime national de soins dentaires ;
- Investissements dans le logement ;
- Un plan pour renoncer aux intérêts sur les prêts étudiants ;
- Un engagement à réduire les émissions de carbone, à mettre fin aux subventions aux compagnies pétrolières et à fournir une aide aux travailleurs du secteur pétrolier pour les aider à sortir de l'industrie des combustibles fossiles ;
- L'introduction d'une taxe sur la « très grande fortune » et l'engagement de supprimer les échappatoires fiscales ;
- Réduire les factures de téléphone portable.

Parmi ceux-ci, il y a des concordances naturelles dans le programme politique libérale sur le logement abordable pour en faire une priorité absolue. De là, l'action pour le climat est un lien naturel que les libéraux pourraient faire avancer plus rapidement. Les deux sont des victoires politiques faciles pour les deux parties.

Les libéraux diraient aussi qu'ils ont des plans qui visent des objectifs semblables en ce qui concerne l'endettement des étudiants, la réduction des factures de téléphone cellulaire, l'élimination des échappatoires fiscales, l'élimination des subventions aux combustibles fossiles, le recyclage des emplois propres et l'assurance-médicaments nationale.

Le NPD a suggéré qu'un régime d'assurance-médicaments universel à payeur unique pourrait être mis en place en un an sous sa direction, grâce à une combinaison de menaces aux provinces non coopératives et d'humiliation publique. Les libéraux l'ont davantage comparée à la mise en œuvre du régime d'assurance-maladie, un programme de dix ans, mis en œuvre progressivement, à frais partagés avec les provinces et les territoires, et qui maintient l'opinion publique en faveur de la gestion du déficit.

C'est une différence, mais ils partagent l'objectif d'universalité en principe. Les points de différenciation ne sont pas facilement contestables pendant une campagne électorale houleuse.

Le fait de reconnaître le mérite du NPD pour l'une ou l'autre de ces initiatives ajoutera à son récit de promotion d'une bonne politique, en se promenant dans la nacelle latérale. Cela peut aider le NPD à long terme, mais il y a aussi des risques pour les partenaires idéologiques subalternes et les gouvernements plus centristes.

Les partisans plus endurcis tiennent fermement à leurs principes et n'aiment pas voir leur parti se montrer conciliant. Personne n'aime le goût de l'eau dans son vin, et les libéraux vont devoir ancrer une certaine réalité fiscale et logistique dans la panacée de « l'impôt sur la fortune » du NPD qui, de toute évidence, ne fonctionnerait pas.

Mesurer les libéraux de M. Trudeau par rapport à la liste prioritaire des politiques absolutistes de M. Singh est de la folie. Justin Trudeau veut défendre une marque de gestion solide et de maniement des intérêts divergents. De plus, Jagmeet Singh n'a aucun moyen de pression pour menacer les libéraux de retourner à une campagne où son parti serait sous-financé et désorganisé.

Les libéraux peuvent probablement gouverner avec une majorité efficace en s'appuyant sur l'appui du NPD et des Verts pour des choses sur lesquelles tous ces partis s'entendent naturellement. M. Trudeau pourrait même être en mesure d'intégrer quelques pipelines ou d'augmenter le financement de l'ASFC en faisant honte aux conservateurs, même s'ils semblent déjà prêts à tout pour refaire la campagne de 2019. Les conservateurs ont plus d'argent en banque que les autres partis à l'heure actuelle.

L'histoire de cette élection a pu sembler à première vue être celle de la « vengeance des régions », en particulier du Québec et des Prairies. Cependant, c'est peut-être vraiment l'histoire de politiques progressistes qui obtiennent une double mise.

Pour les électeurs progressistes aux prises avec le pragmatisme libéral, les libéraux ont maintenant des excuses de partenariat avec le NPD pour s'engager dans une direction interventionniste et axée sur la politique sociale s'ils le désirent.

## **Regard sur la situation des femmes et des hommes au cours de la 43<sup>e</sup> législature du Canada : Kait LaForce**



Les résultats de l'éreintante campagne électorale fédérale de 40 jours n'ont accordé une victoire absolue à aucun des partis politiques du Canada, à l'exception du Bloc québécois. Les Canadiens ont rétrogradé les libéraux à un gouvernement minoritaire. Les conservateurs ont perdu et perdu beaucoup dans les régions de l'Ontario et du Québec qu'ils cherchaient farouchement à gagner. Le NPD n'a pas gagné du terrain, mais est tombé à 24 sièges. Les Verts n'ont nullement profité des préoccupations environnementales croissantes des Canadiens avec une victoire « historique » de seulement 3 sièges. Toutefois, les résultats de la 43<sup>e</sup> élection permettent de concéder de petites victoires, y compris un nombre record de femmes élues à la Chambre des communes.

Quatre-vingt-dix-huit femmes viendront à Ottawa, un record absolu. Cependant, cela signifie que seulement 29 % des élus au total sont des femmes. Du côté positif, le Canada a élu plus de femmes au total, considérant que l'élection fédérale de 2015 n'a amené au dernier Parlement que 88 députées.

Parmi les défis auxquels les partis font face, mentionnons la présence de femmes dans les circonscriptions « accessibles » ainsi que le pourcentage de femmes qui se portent candidates et qui n'obtiennent pas gain de cause. Alors que les libéraux compteront 52 femmes au Parlement, 116 femmes se sont présentées aux élections sous la bannière libérale. Les conservateurs auront 22 femmes qui siégeront de leur côté à la Chambre des communes, ce qui est en contradiction avec le nombre record de femmes que les conservateurs ont nommées comme candidates, soit 106. Le parti qui a pris du retard tout au long de la campagne électorale en nommant les candidats en temps opportun est le NPD. Leur chef, Jagmeet Singh, a déclaré que c'était en grande partie parce que son parti s'assurait qu'un nombre suffisant de femmes et de membres des minorités inscrivaient leur nom sur les bulletins de vote. Le NPD a finalement proposé la candidature de 104 femmes, ce qui n'a permis qu'à neuf d'entre elles d'obtenir un siège. Les Verts ont obtenu un siège supplémentaire au Canada atlantique, ce qui fait que deux femmes du parti Vert sur trois sont maintenant députées, mais leur parti avait le plus grand nombre de candidates, soit 129 femmes au total dans l'ensemble du pays. Enfin, le Bloc québécois a nommé 20 femmes sur 78 sièges, ce qui a mené à la victoire de 12 femmes députés du Bloc québécois.

Avec le plus grand nombre de députées élues sous les libéraux minoritaires à la tête du Parlement, qu'est-ce que cela signifie pour la forme de leur gouvernement? Même si seulement 33 p. 100 des membres du nouveau caucus libéral sont des femmes, comme lors du dernier mandat libéral, ces femmes continueront de remplir au moins la moitié des rôles au Cabinet, dans les comités et dans les rôles consultatifs spéciaux clés du premier ministre. Au cours de leur campagne électorale, les libéraux ont promis de continuer à avoir un cabinet où les hommes et les femmes sont représentés de façon équilibrée et de maintenir l'analyse comparative entre les sexes dans l'ensemble des politiques, des décisions et des programmes gouvernementaux en utilisant l'approche de « l'analyse comparative entre les sexes plus ». Ils se sont de nouveau engagés à le faire aujourd'hui lors de la première conférence de presse du premier ministre. Cela signifie que toutes les politiques de chaque ministère dans l'ensemble du gouvernement seront examinées sous l'angle de l'ACES+, que les budgets fédéraux et les mises à jour financières seront examinés en fonction de cette norme.

Le caucus des femmes se réunit traditionnellement en tant que groupe au sein de chaque parti et on s'attend à ce qu'il se forme à nouveau à la rentrée parlementaire. Ces rencontres seront utilisées pour discuter des sujets qui comptent le plus pour les femmes partout au Canada, tout en faisant appel à des experts de divers secteurs pour mieux éduquer et interpeller les parlementaires sur les questions sociales et de genre. Parmi les députées libérales de renom qui sont revenues au pouvoir, on compte d'anciennes ministres libérales : Chrystia Freeland, Catherine McKenna et la Dre Carolyn Bennett, et on s'attend à ce qu'elles occupent à nouveau des postes au Cabinet. Sur le front de l'opposition, les députées conservatrices Candice Bergen et Michelle Rempel, la députée néo-démocrate Niki Ashton et, bien sûr, la chef des Verts, Elizabeth May, seront également de retour à Ottawa.

En plus de ces voix féminines fortes, c'est maintenant l'attente fébrile de connaître quelles de ces femmes nouvellement élues, tous partis confondus, seront les pionnières au cours de la 43<sup>e</sup> législature. Toutefois, lorsqu'on examine les curriculum vitæ des 98 femmes élues à la Chambre des communes, on constate que les attentes et l'enthousiasme des Canadiens qui surveillent cet enjeu, et en particulier des quelque 18,5 millions de Canadiennes, sont élevés. Tous les regards seront tournés vers ce groupe de femmes parlementaires et vers le nouveau gouvernement libéral pour connaître leur plan sur les questions qui préoccupent le plus la majorité des Canadiennes, notamment les soins de santé, l'égalité en matière d'emploi, les garderies et l'environnement.

## Capsule sur les gouvernements minoritaires

### Glossaire

- **Coalition** : Le premier ministre Trudeau a confirmé aujourd'hui que les libéraux ne formeraient pas de coalition au cours de la présente législature, mais les coalitions sont un arrangement dans le cadre duquel deux partis ou plus se partagent le pouvoir, habituellement des postes au Cabinet pour chaque parti en cause. Ils sont monnaie courante dans de nombreux pays européens et en Nouvelle-Zélande où le vote proportionnel est en vigueur. Le gouvernement de coalition le plus récent du Canada remonte à la Première Guerre mondiale.
- **Arrangement formel** : Ceux-ci peuvent prendre différentes formes, mais ils signifient généralement qu'un parti plus important est soutenu par un ou plusieurs partis plus petits pendant une période de temps déterminée. Le gouvernement actuel de la Colombie-Britannique en est un bon exemple. Les Verts ont accepté d'appuyer le NPD au pouvoir pendant quatre ans pour tout vote,

comme un budget, qui déclencherait des élections si le gouvernement le perdait. Mais ils ne sont pas obligés d'appuyer tout ce que fait le gouvernement. L'Ontario a été gouverné par quelque chose de semblable entre 1985 et 1987 avec le premier ministre David Peterson.

- **Ad hoc ou par vote** : Dans certains cas, les gouvernements minoritaires n'ont aucune entente entre les partis. Le gouvernement fonctionne vote par vote. Les deux gouvernements minoritaires de Stephen Harper, 2006-08 et 2008-11, ont travaillé de cette façon. C'est la forme la plus imprévisible de gouvernement minoritaire et elle mène habituellement aux élections les plus fréquentes. Tel sera le scénario du nouveau Parlement.
- **Équilibre du pouvoir** : Si un petit parti est en mesure d'aider un grand parti à contrôler une majorité de députés, le petit parti a ce qu'on appelle un équilibre du pouvoir. Dans certains cas, comme ce Parlement, plus d'un parti peut détenir un rapport de force, comme le font actuellement le Bloc québécois et le Nouveau Parti démocratique.

### Points clés

Au Canada, les gouvernements minoritaires sont presque toujours plus à gauche que les gouvernements majoritaires conservateurs ou libéraux. C'est parce que les petits partis détiennent probablement un rapport de force - le plus souvent le NPD, mais dans certains cas le Bloc québécois ou les Verts - tous à la gauche des deux grands partis. Au cours de la présente législature, tous les partis susceptibles d'appuyer les libéraux sur les principaux projets de loi - le Bloc, le NPD et les Verts - se trouvent à la gauche des libéraux.

#### 1. Les gouvernements minoritaires pensent dans des délais plus courts

Presque tous les gouvernements minoritaires disent adieu les cycles électoraux de quatre ans. Surtout dans les situations ad hoc, ces derniers sont remplacés par des réflexions à court terme, souvent impulsées par l'opinion publique. Les études de marché (sondages), le profil médiatique et la présence numérique deviennent plus importants dans les situations minoritaires que dans les situations majoritaires. Parfois, la législation peut aller beaucoup plus vite. Compte tenu du grand nombre de sièges des libéraux et des besoins internes du Bloc - qui a obtenu le statut de parti officiel pour la première fois en trois élections et du NPD - qui est fortement endetté - ce gouvernement minoritaire pourrait durer plus longtemps que d'habitude.

## 2. Plus de voix comptent

Dans les situations minoritaires, on tient moins pour acquis. Les votes ne sont pas toujours garantis et les votes des députés d'arrière-ban du gouvernement et des députés de l'opposition, souvent tenus pour acquis pendant les majorités, deviennent donc beaucoup plus importants. Même les députés indépendants peuvent être essentiels. Plus les députés de l'opposition ou les députés indépendants sont impliqués dans un arrangement gouvernemental, plus leur voix compte. En outre, le Sénat joue souvent un rôle plus important qu'à d'autres moments au sein des minorités.

## 3. Les structures du pouvoir traditionnelles s'affaiblissent

Si certaines voix sont plus importantes, le corollaire est que d'autres voix sont moins importantes. Ceci est particulièrement vrai dans le cas d'un cabinet du premier ministre très centralisé. Mais elle touche aussi d'autres voix traditionnellement puissantes, comme la fonction publique, qui peut devenir paralysée et confuse à mesure que de plus en plus de cuisiniers entrent dans la cuisine. Par conséquent, les relations gouvernementales s'élargissent avec un plus grand nombre de points d'entrée.

## 4. Règles du processus

Les choses qui sont souvent négligées dans les situations de majorité sont plus importantes lorsqu'il y a une minorité, comme les comités. Ne dansant plus sur l'air du cabinet du Premier ministre, leurs résultats deviennent plus imprévisibles et, par conséquent, plus ouverts au changement. Les premiers projets de loi ne seront probablement pas les derniers ; en 2005, un gouvernement minoritaire a modifié le budget après son adoption. Et les scandales sont plus susceptibles d'éclater puisque les gouvernements majoritaires perdent leur capacité de garder les enquêtes à l'œil.

## 5. Changement d'allégeance

On dit que la politique crée de drôles de couples. Si c'est vrai, les minorités deviennent souvent un club échangiste. Les partis peuvent voter avec le gouvernement un jour pour voter contre le lendemain. Et parfois, les deux partis qui font adopter les projets sont les deux plus grands partis - ce qui a été le cas récemment en Colombie-Britannique lors d'un vote sur le développement du gaz naturel. À Ottawa, les conservateurs et les libéraux ont voté ensemble pour l'adoption de réductions d'impôt pour les sociétés sous le gouvernement minoritaire de Paul Martin en 2004-2006, et sur des questions comme l'ACEUM ou les pipelines, il est tout à fait concevable qu'ils le pourraient encore.

## Éléments importants

Les gouvernements minoritaires, y compris celui issu des élections de 2019, changent les relations gouvernementales. Ils rendent crucial le fait de s'adresser à un plus grand nombre de parties et ils rendent plus importante l'influence qu'ils exercent sur les politiques en public - dans les médias, dans le monde numérique et auprès des intervenants. Il est également essentiel d'être agile au fur et à mesure que la dynamique et les circonstances changent, en particulier lorsque le gouvernement vit vote par vote et pourrait tomber presque n'importe quand. Mais bien qu'ils compliquent souvent les choses, ils ont aussi mené à certains des changements de politiques les plus durables au Canada.

### Apprendre quels leviers actionner dans un gouvernement minoritaire : Matt Triemstra



Nous avons déjà examiné les mécanismes de fonctionnement d'un gouvernement minoritaire. Nous connaissons aussi les acteurs et nous pouvons deviner la durée prévue d'un gouvernement libéral appuyé par le NPD, et peut-être à l'occasion d'autres partis. Mais comment les intervenants interagissent-ils maintenant avec le gouvernement? Quels leviers peuvent être actionnés? Et comment les intervenants sont-ils entendus?

Les gouvernements minoritaires ont tendance à avoir une mauvaise réputation et sont perçus comme intrinsèquement hargneux, mais en réalité, en utilisant les bons leviers, les gouvernements minoritaires forcent les partis à travailler ensemble. Cela peut être avantageux pour les intervenants, selon l'enjeu. Voici quelques leviers dont les intervenants doivent tenir compte lorsqu'ils planifient leurs activités de sensibilisation du gouvernement auprès du nouveau gouvernement du Canada :

**1. Les députés de l'opposition sont importants** - Il va sans dire que vos activités d'affaires publiques doivent garder les députés libéraux à l'avant-plan, mais comme le Bloc et le NPD ont chacun suffisamment de poids pour agir à titre d'équilibre des pouvoirs, vous devez vous assurer d'obtenir un accord des deux côtés. Bien que les conservateurs et les libéraux aient souvent une mentalité de « nous contre eux », les conservateurs ne peuvent pas simplement voter contre tout dans un gouvernement minoritaire. En de simples mots, les relations comptent. Aujourd'hui, le député d'arrière-ban est le ministre du Cabinet de demain. Apprenez à connaître les critiques de tous les partis, lisez les programmes de tous les partis et cherchez des points d'intersection pour faire avancer votre programme.

## 2. Les comités en tant que maîtres de leur propre domaine

Au moment de la dissolution de la dernière législature, il y avait 30 comités parlementaires. Tous avaient des majorités libérales, ce qui signifiait en fait que les comités étaient contrôlés par les députés d'un parti. Les comités reflètent la même composition que le Parlement, ce qui signifie que, pour le prochain gouvernement, le parti qui aura le plus grand nombre de sièges, les libéraux, n'aura plus la majorité au sein des comités. Cela signifie que les comités peuvent vraiment être les « maîtres de leur propre domaine » et établir leurs propres ordres du jour. Il laisse aux intervenants la possibilité de communiquer directement avec les députés de tous les partis, qu'il s'agisse de demander des études précises, de comparaître comme témoin ou simplement d'éduquer les députés. Mais surtout, tous les projets de loi du gouvernement sont soumis à un processus de comité, ce qui signifie que les changements sont plus susceptibles d'être apportés au niveau des comités.

## 3. Discours du Trône

Tout nouveau gouvernement commence la session parlementaire par un discours du Trône. C'est un discours prononcé par la gouverneure générale qui décrit les priorités du gouvernement. Les libéraux concentreront leur premier discours sur leurs engagements électoraux, mais ils devront aussi être conscients qu'il s'agit d'une mesure de confiance et qu'ils auront besoin de l'appui des autres partis, ce qui signifie que le discours devra être conçu de manière à plaire au moins au NPD ou au Bloc. Les intervenants devraient passer en revue les programmes des partis pour trouver des éléments qu'ils peuvent immédiatement soutenir afin de montrer qu'ils peuvent être considérés comme des partenaires de confiance. Générer de la bonne volonté maintenant vous aidera à atteindre vos objectifs plus tard.

## 4. Relations avec les intervenants –

Chaque ministre, et d'ailleurs chaque parti au Parlement, aura une équipe de personnes dévouées aux relations avec les intervenants. Ce sont les membres du personnel que vous devez apprendre à connaître. S'il est essentiel de rencontrer directement les députés, il en va de même pour le personnel qui peut souvent organiser des rencontres avec les députés, offrir des conseils utiles et s'efforcer de défendre vos demandes.

## 5. Projets de loi d'initiative parlementaire –

Dans un gouvernement majoritaire, il est extrêmement rare qu'un projet de loi d'initiative parlementaire non parrainé par un député du parti au pouvoir soit adopté. Ce n'est plus le cas dans un gouvernement minoritaire. Les députés d'arrière-ban, c'est-à-dire les députés qui ne font pas partie du Cabinet ou les secrétaires parlementaires, auront plus de liberté pour présenter des projets de loi. Au début de la législature, une loterie sera organisée pour distribuer des billets aux députés afin qu'ils déposent des projets de loi (simplement pour éviter que 300 députés ne déposent des projets de loi d'un seul coup!) Les intervenants devraient s'efforcer de trouver des députés qui pourraient parrainer un projet de loi qui vous permettra d'atteindre vos objectifs. Notez que le projet de loi d'initiative parlementaire ne peut pas dépenser d'argent, mais peut quand même servir à faire avancer vos dossiers.

## 6. Engagement auprès de l'exécutif

Même s'il s'agit d'un gouvernement minoritaire, le premier ministre et le Cabinet, le niveau exécutif du gouvernement du Canada, demeurent sous le contrôle des libéraux. Maintenant que le premier ministre a écarté l'idée d'un gouvernement de coalition officiel, tous les ministres du Cabinet seront en fait libéraux. Les ministres du Cabinet libéral et l'ensemble du Cabinet lui-même auront toujours les pleins pouvoirs constitutionnels de prendre des décisions administratives et de réglementer. Les ministres du Cabinet devront évidemment s'assurer que toute mesure législative qu'ils parrainent pour leur ministère obtiendra l'appui d'autres partis, mais c'est un calcul politique qui sera confirmé au niveau législatif. Les intervenants voudront toujours rencontrer directement le ministre du Cabinet pour défendre leurs objectifs. Et comme par le passé, nous nous attendons à ce que le premier ministre publie les lettres de mandat de chaque ministre, qui décrivent les objectifs qu'il doit atteindre. Il s'agit de documents utiles que les intervenants peuvent examiner, car ils indiquent où le gouvernement s'en va et où vous pouvez harmoniser vos objectifs.

**Que signifie un gouvernement minoritaire pour #CdnPoli? (Vidéo) : Dennis Matthews, Katie Heelis, Jamey Heath**



## PROPOS D'ENSIGHT

Ensignt est la firme fédérale d'affaires publiques créée grâce à un partenariat stratégique entre Navigator et Enterprise. La structure d'entreprise unique d'Ensignt nous permet d'avoir accès à plus de 100 collègues à Ottawa, Montréal, Toronto, Niagara, Regina, Calgary, Edmonton, Vancouver et Londres au Royaume-Uni.

Chez Ensignt, nous comprenons ce qu'il faut pour réussir dans l'espace politique public d'aujourd'hui. Nous savons que chaque stratégie d'affaires publiques doit être unique. Et chacune repose sur le principe de travail selon lequel il est essentiel pour vous et vos partenaires ou vos clients de vous amener à un dialogue productif avec le gouvernement.

Nous construirons votre stratégie d'affaires publiques à partir de la base, en utilisant une base solide de connaissances pour élever la réflexion et les résultats. Et nous le mettrons en pratique, en veillant à ce que vous fassiez toujours partie des conversations critiques sur les politiques publiques.

Pour obtenir un plan personnalisé sur la façon de collaborer avec le plus récent gouvernement minoritaire du Canada, veuillez communiquer avec :

Matt Triemstra, directeur général

[mtriemstra@ensightcanada.com](mailto:mtriemstra@ensightcanada.com)

